

[Text]

In part, the PMAB is working toward public access to health and safety data. If our board is successful, we will have an agreement from the pesticides industry that the general public, or some component of the general public, will be allowed unrestricted access to the health and safety component of the data pack, which is the critical component. I do not think the public is overly interested in the business part of that data pack, but I would expect almost certainly that the access will be qualified, that the member of the public who looks at the data will have to sign a legally binding contract which ensures that the person getting access will not then turn around and divulge that data to a competitor. So we are looking at ways to allow for much greater access by the general public.

The trap that we find ourselves in with the review board is that it is in this hybrid situation, it is neither here nor there. It is looking at highly confidential, very expensive, data; yet it has this public component to it. It is not an easy problem to solve.

The Chairman: With regard to Senator Fairbairn's question, it was the minister, was it not, Senator Fairbairn?

Senator Fairbairn: It was the minister. There were a couple of officials, but three different people including the minister.

The Chairman: If you knew what I knew, you would agree with me, but I cannot tell you what I know.

Senator Fairbairn: And you may never know.

The Chairman: Traditionally, the reviewer here is not privy to that information. Could the review board have been made aware of that additional information, or was that a legal impossibility?

Mr. Versteeg: I will give you a personal observation, which legal counsel for your committee might wish to comment on. If the Board came to a stage where they said "We must have access to the metalachlor data owned by Ciba-Geigy", if a formal request were made to Ciba-Geigy, which was refused, then it might have been possible for the review board to apply to a federal court to attempt to get access to the data.

I have no idea how successful that would have been, but I stress that, in my opinion, in the context of the decision concerning the process that we have worked through, that is now in the past. I am sympathetic to the minister's comments regarding "If you knew what my people knew, you might feel more comfortable with the decision that I made."

What we should strive to do, and what the PMAB is, in part, trying to do, is to fix that anomaly. You are going to have a review board which becomes an appeal board that no longer makes recommendations; it makes decisions. Another option

[Traduction]

une Commission de révision qui nous dit: «Que fait-on au sujet de l'accès aux résultats des recherches du concurrent, ceux dont Ciba-Geigy est propriétaire?». Il faut faire quelque chose pour résoudre ce cercle vicieux. La solution n'est pas simple.

D'un côté, le CCLA s'efforce de faire accéder le public aux résultats des recherches en matière de santé et de sécurité. Si le conseil réussit dans cette entreprise, nous obtiendrons une entente avec l'industrie des pesticides pour que le public en général, ou une certaine fraction du public, soit autorisé sans aucune restriction à accéder aux résultats des recherches menées en matière de santé et de sécurité, qui représente l'élément essentiel. Je ne pense pas que le public soit particulièrement intéressé par le côté commercial de ces résultats de recherche et je suis pratiquement sûr que cette facilité d'accès sera soumise à certaines conditions et que les membres du public qui prennent connaissance des résultats devront signer un engagement les liant en droit et en vertu duquel ils acceptent de ne pas divulguer à leur tour ces résultats de recherche à un concurrent. Nous cherchons donc les moyens de faire en sorte que le grand public soit bien mieux informé.

Ce qui nous met dans une situation délicate dans le cas du Comité de révision, c'est que ce dernier est une structure hybride que l'on ne peut pas vraiment classer d'un côté ou de l'autre. Elle est chargée d'examiner des données confidentielles et dont le prix de revient est très élevé, et pourtant elle a un caractère public. Le problème n'est pas facile à résoudre.

Le président: Pour en revenir à la question du sénateur Fairbairn, vous vous référez au Ministre, n'est-ce pas, sénateur Fairbairn?

Le sénateur Fairbairn: Je me référais au Ministre. Il y avait aussi deux responsables, trois personnes, en tout y compris le Ministre.

Le président: Ah, si vous saviez ce que je sais, vous seriez bien d'accord avec moi, mais je ne peux rien vous dire.

Le sénateur Fairbairn: Et vous ne le saurez peut-être jamais.

Le président: Traditionnellement, l'examineur n'a pas ici l'exclusivité de l'information. Le Comité de révision a-t-il été mis au courant de l'existence de ces renseignements supplémentaires ou y avait-il un empêchement légal?

M. Versteeg: Voici une remarque personnelle que le conseiller juridique du Comité voudra peut-être commenter. Si la Commission avait officiellement demandé accès aux renseignements sur le Métalachlor que possédait Ciba-Geigy et si on les lui avait refusés, la Commission d'examen aurait peut-être alors pu s'adresser à un tribunal fédéral pour obtenir ces renseignements.

J'ignore si cela aurait marché, mais à mon avis, et j'insiste, compte tenu de la décision à laquelle nous avons abouti, c'est du passé. Je suis d'accord avec le ministre lorsqu'il déclare: «Si vous saviez ce que savent mes collaborateurs, vous accepteriez mieux la décision que j'ai prise.»

Nous devrions essayer de supprimer cette anomalie, comme le CCLA cherche en partie à le faire. La Commission d'examen finira par devenir une commission d'appel qui prendra des décisions au lieu de faire des recommandations. Une autre